



UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

Revue scientifique thématique semestrielle
Environnement et Dynamique des Sociétés



N° 014
Juin
2026



Presse Universitaire
Niamey



ISSN



1859 - 5146

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

LERTESS - AD

Revue scientifique thématique semestrielle

Environnement et **D**ynamique des **S**ociétés







FACTEUR D'IMPACT (SJIFactor.com)		INDEXATION EDS	
2024	4,9	 https://sjifactor.com/passport.php?id=23616	
2023	4,866		
2022	4,497	 https://universiteabdoumoumounideniamey.academia.edu/EnvironnementetDynamiquedesSoci%C3%A9t%C3%A9sEDS	
2021	4,09	 <small>INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER NIGER</small> https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146	
2020	3,752	 <small>Connecter la recherche et les chercheurs</small> https://orcid.org/0009-0006-0118-2004	

Photo de couverture : Vue de la cuvette oasienne d'Issoufory, située dans le département de Goudoumaria, région de Diffa au Niger M. WAZIRI M. Zaneidou, 2026

MAQUETTE & PAO: Dr MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou, LERTESS/AD, UAM - Niamey

N° 014

ISSN



1859-5146

JUIN 2026

Note aux auteurs

La revue « Environnement et Dynamique des Sociétés » du Laboratoire d'étude et de recherche sur les territoires sahélo-sahariens : aménagement, développement est une revue thématique semestrielle. Elle publie en français ou en anglais des articles originaux ou des ouvrages résultant des recherches effectuées dans l'école doctorale Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société par des chercheurs extérieurs dans les domaines d'intérêt de la revue. Pour faciliter l'édition, les auteurs sont invités à suivre les recommandations suivantes :

- [1]. En principe aucun article ne doit occuper plus de 15 pages dans la revue, tout compris, sachant qu'une page de la revue contient environ 500 mots.
- [2]. Le manuscrit doit être soumis en version numérique. L'article doit répondre à la structure suivante :
 - a) Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
 - b) Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- [3]. Le texte au format A4, doit être saisi en police Times New Roman, taille 12 pour le corps du texte et 14 pour les titres et avec un interligne de 1,5. Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction et de la conclusion et de la bibliographie doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. 1.1. 1.2. ; 2. ; 2.1. ; 2.2.1. ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).
- [4]. Les auteurs peuvent envoyer leurs textes qui doivent être traités en Word sur PC par Internet à EDS : revueeds@gmail.com.
- [5]. Tout article doit être accompagné d'un résumé n'excédant pas 200 mots avec indication des mots clés au maximum 5 en français et d'un Abstract et des Key words en anglais. Ces résumés doivent permettre au lecteur d'apprécier exactement l'intérêt de l'article, les problèmes posés, les méthodes employées et les résultats obtenus. Ils doivent être rédigés avec le plus grand soin, dans une langue claire.
- [6]. Les illustrations qui doivent être pertinentes (photos, croquis, graphiques, cartes et tableaux) se limiteront au minimum nécessaire.
- [7]. Les références bibliographiques : elles doivent être citées dans le texte de la manière suivante : (B. Yamba, 1975, p21). Lorsque la référence comporte plus de trois auteurs, seul le premier auteur sera mentionné suivi de « et al. ». A la fin de l'article, les références constituant la bibliographie doivent être citées par ordre alphabétique croissant et de date pour un même auteur le tout numéroté. Pour chaque référence, inclure les noms complets de tous les auteurs. Une référence en ligne (Internet) est acceptable si elle s'avère fiable et crédible, on prend soin de mentionner le lien (la page web). Exemple : ANTHELME Fabien, BOISSIEU Dimitri, GIAZZI Franck et WAZIRI MATO Maman - (Page consultée le 30 mai 2011) *Dégradation des ressources végétales au contact des activités humaines et perspectives de conservation dans le massif de l'Air (Sahara, Niger)* - Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement, Vol.7 no2, Adresse URL : <http://www.vertigo.uqam.ca/>.

Exemples :

- ▽ **Pour un article de journal ou revue** : Nom (s) suivi du prénom (s) de l'auteur (s); la date de parution de l'article : le titre de l'article, le titre du périodique en italique et précédé de « in » ; le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim., 2003 - Les loupes d'érosion, formes majeures de dégradation des terres de glaciaires à sols indurés : Cas de Bogodjotou (Niger). In *Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey*, Tome VII, pp. 220-228.
 - ▽ **Pour les ouvrages** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet de l'ouvrage en italique ; le nombre de volumes et le nombre total de page ; le nom de l'éditeur ; le lieu de l'édition. Exemple : KILANI Mondher et WAZIRI MATO Maman, 2000 - *Gomba Hausa : dynamique du changement dans un village sahélien du Niger*, éditions Payot, Lausanne, 175 pages.
 - ▽ **Pour un chapitre dans un ouvrage** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet du chapitre ; le titre de l'ouvrage en italique, le nom de l'éditeur entre parenthèse ; la maison d'édition ; le lieu de l'édition. Exemple : MOTCHO Henri Kokou, 2007 - Dynamique urbaine et intégration régionale en Afrique de l'Ouest. - In : *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Niger*, (WAZIRI MATO, éd.), Karthala, Paris, pp. 121-137.
 - ▽ **Pour un article d'acte de colloque** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre de l'article, titre du colloque précédé de in, le nom de la revue, le lieu d'édition, le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim, 1998 - Dégradation des terres et pauvreté au Niger : cas du terroir villageois de Windé - Bago (Dallol Bosso Sud). In : *Actes du Colloque du Département de Géographie FLSH/UAM Niamey 4-6 juillet 1996. Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, n° Hors-Série, pp.49-61.
 - ▽ **Pour une agence gouvernementale ou internationale considérée comme auteur** : Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, 2006 - *Guide national d'élaboration d'un plan de développement communal*, Direction Générale du Développement Communautaire, 35 pages.
- [8]. Les notes : elles doivent être en bas de chaque page et mentionnées dans le texte par leur numéro respectif. La police est la même avec le texte mais de taille 10.
 - [9]. Les cartes, les graphiques et les figures : ils doivent être produits à l'échelle définitive avec des dimensions adaptées au format de la revue. Les titres sont placés en haut.
 - [10]. Les photographies : il faut fournir des tirages bien contrastés en couleurs ou en noir et blanc. Les titres sont placés en haut.
 - [11]. Les tableaux : ils sont numérotés en chiffre arabe et le titre doit être placé en bas.

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***Revue scientifique thématique semestrielle****Environnement et Dynamique des Sociétés****DIRECTEURS DE PUBLICATION****Directeur de publication** : Pr AMADOU Boureima**Directeur Adjoint de publication** : Pr WAZIRI MATO Maman**COMITE SCIENTIFIQUE**

Pr AMADOU Boureima, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BOUZOU MOUSSA Ibrahim, Université Abdou Moumouni, Niamey; Pr MOTCHO Kokou Henri, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ISSA DAOUDA Abdoul-Aziz, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TANDINA OUSAMANE Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TIDJANI ALOU Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr YAMBA Boubacar, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ZOUNGROUNA Pierre Tanga, Université J. K. de Ouagadougou (Burkina Faso) ; Pr WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BONTIANTI Abdou, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr MOUNKAÏLA Harouna, Université Abdou Moumouni, Niamey, Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey, Pr BOUKPESSI Tchaa, Université de Lomé (Togo), Pr. YABI Ibouaraïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin), Pr. KABLAN N'guessan Hassy Joseph, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Pr. KADET GAHIE Bertin, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire), LARE Lallé Yendoukoa, Université de Lomé (Togo), KADOUZA Padabô, Université de Kara (Togo).

COMITE DE REDACTION**Rédacteur en chef** : Pr WAZIRI MATO Maman**Rédacteur en chef Adjoint** : Pr DAMBO Lawali

Membres : Pr BODE Sambo, Dr ABDOU YONLIHINZA Issa (MC), Dr YAYE SAIDOU Hadiara (MC), Dr BAHARI IBRAHIM Mahamadou (MC), Dr MAMAN Issoufou (MC), Dr KONE MAMADOU Mahaman Moustapha (MC)

Nota Bene : Les opinions et analyses présentées dans ce numéro n'engagent que leurs auteurs et nullement la rédaction de la revue Environnement et Dynamique des Sociétés (EDS).

ADRESSE :*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI****BP: 418 Niamey - NIGER.****Email:** revueeds@gmail.com **Site :** www.revue-eds.com

© Copyright : Revue EDS, 2026

COMITE DE LECTURE

- ✿ Pr. ABDO LAOUALI SERKI Mounkaïla, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Boureïma, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Oumarou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BODE Sambo, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. DAMBO Lawali, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. ELHADJI OUMAROU Chaïbou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. FANGNON Bernard, Université d'Abomey Calavi (Benin)
- ✿ Pr. KOUADIO Guessan, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- ✿ Pr. SOULEY Kabirou, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ Pr. SOUMANA KINDO Aïssata, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. YABI Ibouaïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- ✿ MC. ABDOU YONLIHINZA Issa, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ MC. ADO SALIFOU Arifa Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. DJANGRANG Man-Na, Université de Moundou (Tchad)
- ✿ MC. KASSI-DJODJO Irène, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. KIARI FOUGOU Hadiza, Université de Diffa (Niger)
- ✿ MC. KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. MALAM ABDOU Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. OUATTARA Seydou, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. TANKARI Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. TRAORÉ Porna Idriss, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

L'IMPACT DU RETRAIT DES PAYS DE L'AES (BURKINA FASO, MALI, NIGER) DE LA CEDEAO SUR LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	9
Lassana TOURE^{1*}, Abdoul Karim DIAMOUTENE¹, Mahamadou Bassirou TANGARA¹ et Mickaël CLEVENOT²	
PROMOUVOIR LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES LOCALES PAR LES ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROGRAMME JASS DANS LES REGIONS DE TAHOUA ET MARADI AU NIGER	26
MAMAN Issoufou^{1*}, IBRAHIM Habibou¹, AFANE Abdoukader¹, MAMADOU KONE Mahaman Moustapha¹, YAMBA Boubacar² et ISSOUFOU DJIGO Ibrahim³	
L'EGYPTE PHARAONIQUE : LE DON DU NIL.....	43
OLAME HOUMINA Patrice¹	
IDENTIFICATION, SOURCES ET DYNAMIQUES DES INNOVATIONS AGROÉCOLOGIQUES DANS LA FILIÈRE MARAÎCHÈRE AU SUD BÉNIN	61
ADJE E Funmilayo^{1*}, MAGNON Y. Z. Zountchégbé², EFIO Sylvain³ et TOSSOU C. Rigobert⁴	
RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE A LA MALNUTRITION DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO AU BENIN : RECITS DE MENAGES AYANT RENVERSE LA SITUATION CHEZ LEURS ENFANTS.....	75
HOUNSI Augustin^{1*}, HINNOU Patrick², NASSI Karl Martial³, Roch L. MONGBO⁴ et ADJILE O. Alida⁴	
INNOVATIONS LOCALES ET COHESION SOCIALE : STRATEGIES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A BARIENOU (NORD-BENIN)	90
HOUNDEOKOU Sèkannou Gérard^{1*}, VODOUNNON TOTIN K. Marius² et MELIHO Pierre Codjo³	
ARBRE SACRE « JAG SIR », PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN PAYS TOUPOURI DANS LE MONT-ILLI AU SUD-OUEST DU TCHAD	106
BAYANG Sirbélé¹	
DU RENOUEAU EXISTENTIALISTE A L'HERITAGE SARTRIEN DE LA PSYCHANALYSE EXISTENTIELLE.....	118
SALIFOU HAMANI Abdoul-Aziz^{1*} et SOULEYMAN Mahaman²	
ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL DES COMMUNES DU SUD BÉNIN-TOGO	138
Cokou Romain AHLINVI^{1*}, Expedit Wilfrid VISSIN², Jean-François FAÛ³ et Jacques AGUIADAHO⁴	
GESTION DES POINTS D'EAU DANS LE QUARTIER KALLEY PLATEAU DE NIAMEY, NIGER.....	154
SOULEY BOUBACAR Adamou¹, BOUBACAR AKALI Haoua^{2*} et MOTCHO Kokou Henri³	

STRATEGIES D'ADAPTATION DES EXPLOITANTS MARAICHERS DE LA COMMUNE DE SEYNA DANS LA REGION DE GAO FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE .170
Mahamadou CISSE^{1*}, Bakary DAGNO¹ et Vembé Blaise KONE²

VARIABILITE TEMPORELLE DES CARACTERISTIQUES PHYSICO-CHIMIQUES DES EFFLUENTS DE RAFFINERIE PETROLIERE : IMPLICATIONS POUR UN TRAITEMENT EN AVAL188
Ismaël Ousseini Nafiou^{1*} et Mahamadou Mounir Zakari¹

ACCES DES REFUGIES AUX TERRES AGRICOLES DANS UN CONTEXTE DE CRISE FONCIERE : CAS DU DEPARTEMENT DE GUIDAN ROUMDJI DANS LA REGION DE MARADI199
MAHAMAN SALIFOU Moussa^{1*} et HAROUNA Mounkaila²

IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DE L'ETAT D'URGENCE A TORODI, DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIERES216
SOUMAILA Hama¹, ALZOUMA POUTCHA Issoufou² et DAOUDA BANA Askandara^{3*}

STRATEGIES ENDOGENES DE PROTECTION DU FONCIER MARAICHER DANS L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY 5 (NIGER)227
IDRISSA BONDABA Tayabou^{1*}, MOUMOUNI MAHAMANE SANI Moumouni¹ et MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou²

ANALYSE DES CONFLITS LIES A LA LIBERATION DES CHAMPS DES CULTURES PLUVIALES AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)241
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé² et MAMAN SANI Amadou³

DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION VILLAGEOISE DANS LE CERCLE DE GOUNDAM : CROISSANCE NUMERIQUE ET MUTATIONS DE LA TAILLE DES VILLAGES DEPUIS L'INDEPENDANCE255
Mahamadou ABOCAR^{1*}, Mahamadou Faradji MAIGA², Mahamane ALBOUKADER³ et Boubacar Ousmane TOURE⁴

DYNAMIQUE D'OCCUPATION ET ENJEUX DE SECURISATION FONCIERE EN ZONE PASTORALE AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)269
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé², ABDOU SANI Mountaka³ et MAMAN SANI Amadou⁴

DIRE LA GUERRE : L'APPREHENSION DU CONCEPT IDENTITÉ RECONSTRUCTIVE CHEZ LES ÉCRIVAINS TCHADIENS281
Parfait NADJIBEYE¹

CONTRIBUTION DES CULTURES IRRIGUEES DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MENAGES AGRICOLES DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY V293
OUSSEINI ISSA Abdou^{1*}, ADO MIKO Mahamadou Makana² et WAZIRI MATO Maman³

GOVERNANCE URBAINE ET HUMANITES DANS L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE MOYENNE IVOIRIENNE : LE CAS DE TIEBISSOU AU CENTRE DE LA COTE D'IVOIRE306
N'Dri Ernest KOUADIO^{1*}, Sientienwin SEKONGO² et Teré GOGBE³

EVOLUTION DU LAC TCHAD DE 2015 A 2025 : QUELLE IMPACT SUR LA PECHE DANS LA PARTIE NIGERIENNE	323
<hr/>	
ELH KAKA ADAM Eih Ligari ¹ et KIARI FOUYOU Hadiza^{2*}	
PERCEPTION DES AGROPASTEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SAHEL : LE RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES POUR UNE RESILIENCE ACCRUE DES COMMUNAUTES DANS LA ZONE DE KONNI AU NIGER	338
<hr/>	
ABDOULAYE NOUHOU Mahamadou^{1*}, MOUSSA Mahamadou Sani² et WAZIRI MATO Maman¹	
AGE AU MARIAGE ET PROLONGEMENT DU CELIBAT CHEZ LES ETUDIANT.E.S DE L'UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI.....	353
<hr/>	
ABDOURAHAMANE NAJOU M Alhassane¹	
VIE ET ONTOLOGIE DU VIVANT : LE DEBAT ENTRE E. KANT ET H. JONAS	367
<hr/>	
Romuald T. AMOUSSOUGA^{1*} et Alain Corneille TOWOU²	
CONSOMMATION DE LA VIANDE DE BROUSSE PAR LES POPULATIONS DES MONTS ALEDJO AU NORD-TOGO.....	385
<hr/>	
DJERI Idrissou^{1*} et NOBIME Georges²	
VULNÉRABILITÉ ET ADAPTATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE 2ÈME PÔLE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA2) AU NORD DU BÉNIN.....	397
<hr/>	
Guy Cossi WOKOU¹	
IMPACTS DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE SUR LES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES DU DEPARTEMENT DE GOURE (REGION DE ZINDER, NIGER).....	412
<hr/>	
IBRAHIM SOULEY Malam Zanaidou^{1*}, WAZIRI MATO Maman², HASSANE YAOU Tahirou³, HAMADOU YOUNOUSSA Bachirou³ et GARBA Zibo³	
APHRIKÊ OU AFAGHÊ ? POUR UNE HYPOTHÈSE DE RELECTURE ÉTYMOLOGIQUE DES NOMS DE L'AFRIQUE À PARTIR DE LA LANGUE HO	433
<hr/>	
Wanilo Guillaume GANHIDE¹	
VULNERABILITE DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICLES DES PLAINES DE KORIOME, HAMADIA ET DAYE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DANS LA COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU (MALI).....	454
<hr/>	
Mahamane ALBOUKADER^{1*}, Seydou MARIKO² et Mahamadou ABOCAR³	
LUTTE CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU BENIN : CAS DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION ET DE L'ATTENUATION	468
<hr/>	
Alfred Bothé Kpadé DOSSA¹	

L'IMPACT DU RETRAIT DES PAYS DE L'AES (BURKINA FASO, MALI, NIGER) DE LA CEDEAO SUR LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Lassana TOURE^{1*}, Abdoul Karim DIAMOUTENE¹, Mahamadou Bassirou TANGARA¹ et Mickaël CLEVENOT²

1. Enseignants-Chercheurs à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

2. Enseignant-Chercheur à l'Université de Bourgogne, France

*Correspondant courriel : lassanatoure2024@gmail.com

Résumé

Cette étude analyse l'impact du retrait du Burkina Faso, du Mali et Niger de la CEDEAO, en se focalisant sur les entrées d'investissement direct étranger (IDE) en pourcentage du PIB, ces données sont issues de la base des données de la Banque Mondiale (API_BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS_DS2_fr_excel_v2_7799.xls) sur la période 1971 - 2022. En utilisant une approche par l'analyse contrefactuelle, spécifiquement la méthode de double différence encore appelé différence des différences. Les résultats indiquent que le Mali pourrait potentiellement perdre en moyenne 1,86% des entrées d'IDE en cas de sortie de la CEDEAO, tandis que pour le Niger, cette perte pourrait atteindre 2,48%. Cependant, l'adhésion du Burkina Faso à la CEDEAO ne semble pas avoir d'impact significatif sur les entrées d'IDE selon ce modèle. Cette analyse souligne le défi mais aussi les opportunités de redéfinir les relations économiques et politiques régionales. Elle met en avant la nécessité d'ajustements stratégiques au niveau national et régional pour faire face à cette nouvelle dynamique.

Mots clés : CEDEAO, Investissement direct étranger (IDE), Analyse contrefactuelle, Impact économique régional, Stratégies d'ajustement

THE IMPACT OF THE WITHDRAWAL OF AES COUNTRIES (BURKINA FASO, MALI, AND NIGER) FROM ECOWAS ON THEIR FOREIGN DIRECT INVESTMENT

Summary

This study analyses the impact of the withdrawal of Burkina Faso, Mali and Niger from ECOWAS, focusing on foreign direct investment (FDI) inflows as a percentage of GDP, using data from the World Bank database (API_BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS_DS2_en_excel_v2_7799.xls) for the period 1971 - 2022. Using a counterfactual analysis approach, specifically the double-difference method also known as difference-in-differences. The results indicate that Mali could potentially lose on average 1.86% of FDI inflows if it left ECOWAS, while for Niger

this loss could reach 2.48%. However, Burkina Faso's membership of ECOWAS does not appear to have a significant impact on FDI inflows according to this model. This analysis highlights both the challenge and the opportunities of redefining regional economic and political relations. It highlights the need for strategic adjustments at national and regional level to cope with this new dynamic.

Keywords: ECOWAS, Foreign Direct Investment (FDI), Counterfactual analysis, Regional economic impact, Adjustment strategies

Introduction

Dans le contexte dynamique des unions économiques régionales, la communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est reconnue comme un pilier essentiel dans la quête d'une Afrique intégrée. Fondée le 28 mai 1975, cette organisation a été saluée pour ses progrès significatifs dans les domaines politique, économique et sécuritaire, établissant ainsi l'Afrique de l'Ouest comme l'une des régions les plus intégrées du continent (Ecofin Hebdo, 2023). Cependant, près de cinquante ans après sa création, le retrait des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) de la CEDEAO annoncé le 28 janvier 2024, suscite des interrogations cruciales sur l'efficacité et l'avenir de l'intégration régionale en Afrique. Ce retrait constitue un moment décisif, tant pour les pays concernés que pour l'ensemble de la structure de la CEDEAO. Mettant en mal les objectifs de l'intégration régionale qui incluent l'amélioration de l'attractivité des Investissement Direct Etrangers (IDE) en créant un environnement économique stable et prévisible. De plus, l'intégration favorise également la création de marchés régionaux plus vastes et intégrés, améliorant ainsi les économies d'échelle et en rendant la région plus attractive pour les investisseurs. Cette décision défavorise aussi les canaux de transmission qui favorisent l'attraction des IDE notamment la réduction des barrières commerciales, l'harmonisation des politiques économiques et la coopération en matière de sécurité et d'infrastructures.

La CEDEAO et de l'AES semble avoir les mêmes objectifs qui résident dans leur capacité à mutualiser les efforts de développement et de lutte contre le terrorisme, en créant une architecture de défense commune. Cependant, les défis actuels incluent la gestion des échanges commerciaux avec les Etats de la CEDEAO ceux de l'AES, entraînant ainsi la hausse des primes de risque des investisseurs et l'augmentation du coût de financement sur le marché régional. Le retrait de ces trois pays de l'union régionale, peut être interprété comme une régression dans ce continuum d'intégration économique. Ainsi, en quittant la CEDEAO ces pays renoncent aux avantages potentiels de l'intégration régionale, tels que l'accès à un marché plus vaste, la facilitation des échanges commerciaux et des investissements transfrontaliers, ainsi que la possibilité de bénéficier de programmes de développement régionaux et de financements.

De plus la nouvelle configuration des acteurs internationaux, notamment la Russie, La Chine, la Turquie et l'Inde, influence également les dynamiques économiques de pays de l'AES. Ces pays émergents jouent un rôle de plus en plus important en tant qu'investisseurs et partenaires économiques, apportant des ressources financières, des technologies et l'expertise pour soutenir le développement de la région et lutter contre le terrorisme.

Cet article se propose d'évaluer l'impact de la décision de retraits des pays l'AES de la CEDEAO sur l'économie de ces trois pays. Ainsi, quelles modifications une telle décision peut-elle entraîner au niveau de leurs Investissements Direct Etrangers ? Pour mener à bien notre analyse, nous adopterons une approche de double différence, mettant l'accent sur les entrées des investissements directs étrangers comme variable d'intérêt.

1. Situation économie et politique des pays de l'AES.

1.1. Niger

Situé au cœur du Sahel, le Niger possède une économie peu diversifiée, reposant principalement sur l'agriculture, qui représente 40% de son PIB. En 2023, le taux d'extrême pauvreté a atteint 52,0% en raison d'une croissance négative par habitant et d'une inflation croissante, augmentant la population extrêmement pauvre de près de 1,1 million par rapport à 2022, portant le total à 14,1 millions de personne. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), en 2023, 4,3 millions de personnes, soit 17% de la population, avaient besoin d'une assistance humanitaire au Niger, contre 3,7 millions en 2022. En janvier 2024, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rapporté que le Niger accueillait près de 690 000 réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays, principalement dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. De plus, en 2023, la croissance économique devrait se limiter à 1,2% en raison des crises politiques, sécuritaires et climatiques. Cependant, les sanctions commerciales de la CEDEAO et la fermeture des frontières ont entraîné une réduction des exportations, notamment en retardant celle de pétrole brut via le Bénin à travers le nouvel oléoduc, la diminution de la fertilité des sols et l'insécurité dans certains zones de production ont réduit la production agricole, malgré une bonne performance de l'agriculture irriguée. Les sanctions ont également causé des pertes dans les secteurs privés, une crise de liquidité et une détérioration des portefeuilles bancaires. Après une baisse continue entre janvier et juillet 2023, l'inflation a repris sa hausse à partir d'août 2023, due à la faible production agricole et à la fermeture des frontières. Face l'augmentation des prix, les denrées alimentaires devraient accroître le taux de pauvreté. En novembre et décembre 2023, environ 2,3 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, selon l'analyse du Cade Harmonisé.

1.2. Mali

D'après la Banque Mondiale, le Mali est une économie à faible revenu, peu diversifiée et vulnérable aux fluctuations des matières premières. Sa forte croissance démographique et le changement climatique menacent l'agriculture et la sécurité alimentaire. De plus, l'extrême pauvreté s'est aggravée, passant de 15,9% en 2021 à 19,1% en 2022, en raison des crises sécuritaires et de la pandémie du Covid-19, érodant ainsi le pouvoir d'achat des plus vulnérables. Les zones rurales du Sud, à forte densité démographique concentrent 90% de la pauvreté du pays.

Cependant, en 2022, malgré les sanctions de la CEDEAO et la guerre en Ukraine, l'économie malienne a montré une résilience forte avec une croissance du PIB de 3,5% soutenue par la production céréalière et le secteur minier. Néanmoins, les termes de l'échange se sont améliorés en 2023 avec la baisse des cours du pétrole et la hausse des prix de l'or, mais les exportations de coton ont diminué. Le déficit courant s'est stabilisé à 6,8% du PIB en 2023. De plus, les dépenses budgétaires ont continué d'augmenter en 2023, principalement en raison, de la masse salariale et des dépenses de sécurité, tandis que les recettes fiscales ont rebondi après la levée des sanctions de la CEDEAO, stabilisant le déficit fiscal à 4,8% du PIB.

1.3. Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays du Sahel à faible revenu, avec des ressources naturelles limitées. Son économie repose principalement sur l'agriculture et la production minière, notamment l'or. Plus de 40% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté. Selon le rapport 2021-2022 de l'indice de développement humain (IDH) du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Burkina Faso se classe 184^e sur 191 pays. Depuis 2015, le Burkina Faso subit des attaques terroristes entraînant des déplacements massifs de population. En janvier 2019, le pays comptait moins de 50 000 personnes déplacées internes (PDI), mais ce nombre a atteint 2,01 millions au 31 décembre 2023, 413 établissements de santé (20%) étaient affectés, limitant l'accès aux soins pour environ 3,8 millions de personnes ; 5330 écoles primaires et secondaires étaient fermées, impactant 820 865 élèves, dont 396 716 filles.

Cependant, d'après la Banque Mondiale l'économie du Burkina Faso croît de 3,2% en 2023, après une croissance de 1,5% en 2022. Le secteur des services, représentant 48% du PIB et est resté le principal moteur de la croissance, soutenu par l'expansion du secteur public. En revanche, la croissance agricole a été freinée par le contexte sécuritaire limitant l'accès aux zones rurales. Le secteur secondaire a connu une croissance positive grâce à l'industrie manufacturière et la construction, néanmoins la production de l'or a continué de chuter en raison de l'insécurité même si les prix de ce dernier restent élevés sur le marché international.

Du côté de la demande, la consommation privée a été le principal moteur de la croissance, soutenue par une faible inflation. L'investissement devrait stagner en raison des importants investissements publics réalisés en 2022 et des incertitudes. L'augmentation des prix de l'or et une baisse des prix de l'énergie, ont permis de réduire le déficit de la balance courante à 4,9% du PIB en 2023. De plus, l'inflation au Burkina Faso a chuté à 0,7%, après avoir atteint un niveau record de 14,1% en 2022, grâce à la baisse des prix des produits locaux comme les céréales, la farine et les légumes frais. Cette baisse de l'inflation a contribué à une diminution de 0,7% du taux d'extrême pauvreté, qui s'établit à 25,6%.

Le Burkina Faso a commencé à assainir ses finances publiques en 2023, réduisant le déficit à 6,5% du PIB, soit 1% de moins qu'en 2022, en excluant l'inclusion exceptionnelle de toute la dette titrisée accumulée en 2022. Cette amélioration est due à une réduction des investissements et des subventions, facilitées par la baisse des prix internationaux du pétrole, tandis que les dépenses militaires et humanitaires restent élevées. Avec la diminution des dons des bailleurs bilatéraux, des efforts ont été faits pour renforcer la mobilisation des recettes intérieures. Malgré tout, la dette publique devrait dépasser les 60% du PIB en 2023, avec une part croissante du financement provenant du marché régional, qui est plus coûteux. En février 2024, les rendements moyens sur le marché régional étaient de 8% pour les bons du trésor à 6 mois et 9,6% pour ces derniers à 3 ans. De plus le risque de surendettement extérieur reste modéré

2.Revu de littérature

2.1. Revu Théorique :

Théorie de l'Intégration Régionale (Balassa, 1961) :

La théorie de l'intégration régionale, formulée par Balassa en 1961, offre un cadre conceptuel pour comprendre les dynamiques d'adhésion et de retrait des pays à des unions économiques telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Selon Balassa, l'intégration économique peut être envisagée comme un processus progressif, allant de la création d'une zone de libre-échange, de l'union douanière, du marché commun à l'union économique et monétaire complète. Chaque étape de ce continuum implique une intensification de la coopération économique entre les pays membres, avec des implications spécifiques en termes de politique commerciale, de circulation des biens, de services, de capitaux et de personnes, ainsi que de coordination des politiques économiques. Lorsqu'on applique cette théorie au contexte de l'adhésion initiale des pays à la CEDEAO, on observe que les motivations économiques sous-jacentes des pays membres étaient souvent liées à la recherche de bénéfices mutuels découlant de l'intégration régionale. Parmi ces bénéfices figuraient l'expansion des marchés, la stimulation des échanges commerciaux, la promotion des

investissements transfrontaliers, la création d'emplois, ainsi que la possibilité de renforcer la coopération en matière de développement économique et social.

Théorie de l'Interdépendance Complexe (Keohane et Nye, 1977) :

Ce courant présente l'intégration comme une véritable opportunité pour jeter les bases d'un développement durable. Ainsi, l'intégration, en réduisant les tensions politiques entre les pays, instaure un climat de sécurité favorable aux investissements tant domestiques qu'étrangers. La crise actuelle entre les pays de l'AES et la CEDEAO amplifie encore plus l'incertitude économique, politique et sociale dans un espace fragilisé par la crise sécuritaire sahélienne. D'une part, elle accroît l'incertitude dans la lutte contre le terrorisme. D'autre part, elle accroît le risque de confrontation entre les pays. En somme, cette crise constitue donc un sérieux risque sur les intentions d'investissement. Le risque est encore amplifié par des positionnements géopolitiques et géostratégiques des deux blocs. Désormais, l'espace est devenu la zone de confrontation des puissances impérialistes.

Théorie du Néo-Réalisme (Waltz, 1979) :

L'analyse des causes profonde de cette crise montre qu'elle est d'origine sécuritaire et de divergence de vue entre les pays de l'AES et de la CEDEAO sur les stratégies de lutte. Ce fait conforte les néo-réalistes qui estiment que la recherche de la sécurité est la principale préoccupation des Etats. Aussi, cette crise s'inscrit dans un contexte du renouveau géopolitique avec des conséquences certaines sur les investissements directs étrangers. A la faveur de la crise, les pays de l'AES ont enclenché un processus d'expulsion et de rupture de contrat avec les partenaires traditionnels dont la France et les USA. A l'opposé, on observe la venue et une implication plus accrue de d'autres partenaires non moins importants. C'est le cas des investissements, russe, Chinois, Turque et iraniens.

Théorie de la Dépendance (Frank, 1967) :

La crise dans l'espace CEDEAO s'inscrit dans un contexte général de rejet du néocolonialisme où les pays aspirent à plus de souveraineté. Si après les indépendances, les relations internationales avaient été inscrites dans le cadre de la dépendance (Frank, 1967), les mentalités et l'environnement ont beaucoup évolué. En effet, la dépendance n'apparaît plus seulement dans le cadre d'une relation univoque et subie par les pays faibles et pauvres. Avec la reconfiguration de l'environnement géopolitique internationale, les relations sont de plus en plus choisies. Dans ce contexte, les nouvelles relations de dépense peuvent être pourvoyeuses d'importantes ressources et d'investissement. Ainsi, l'avènement de nouveaux acteurs peut constituer une véritable aubaine pour les IDE dans les pays de l'AES.

2.2. Revu empirique

L'étude de Sissoko et al. (2024) propose une évaluation approfondie de l'économie des pays du Mali, du Burkina Faso et du Niger suite à leur retrait de la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'analyse se concentre sur les défis et opportunités que ce retrait engendre, pour cela il utilise une méthodologie qualitative basée sur des sources de données secondaires. Les auteurs ont rassemblé des données provenant de rapport institutionnel, de communiqués de presse, de comptes rendus de conseils de ministres et des lois de finances des pays concernés. Cette collecte a été enrichie par les informations issues de bases de données économiques internationales telles que celles de la Banque Mondiale et du FMI.

Dans leur étude, ils utilisent des techniques d'analyse de contenu pour traiter ces documents, assurant ainsi une analyse complète et fiable des indicateurs économiques des pays concernés. Cependant, le cadre conceptuel développé par Sissoko et al. illustre les interrelations entre diverses variables économiques, les indices de stabilité politiques, et les mesures des flux commerciaux et d'investissement.

Ils identifient plusieurs défis majeurs découlant du retrait de la CEDEAO parmi ceux-ci figurent les perturbations commerciales, qui pourraient entraîner des interruptions significatives dans les échanges avec les autres membres de la CEDEAO, affectant négativement les économies locales. De plus, les conséquences sur les politiques monétaires et fiscales nécessiteront des ajustements importants pour s'adapter à la nouvelle réalité économique, ce qui pourrait poser des difficultés à court terme.

De plus l'étude de Diaw et Guidime (2013) analyse les déterminants des investissements directs étrangers dans la CEDEAO, mettant en évidence l'importance des flux d'investissement pour les économies des pays membres. Les résultats de cette étude nous indiquent que l'accessibilité et la taille du marché, le taux de change nominal, l'adaptation institutionnelle et l'investissement direct étranger retardé d'une période sont les principaux facteurs explicatifs des flux d'IDE vers les pays de la CEDEAO. En outre, les ressources naturelles et le développement financier influencent positivement de façon relative les flux d'IDE en direction des pays de la CEDEAO. Enfin, l'adaptation institutionnelle favorise les facteurs de marché dans la mobilisation des flux d'IDE.

Malgré ces défis, l'étude met également en lumière diverses opportunités potentielles. Le retrait pourrait permettre aux pays concernés d'explorer de nouveaux partenariats économiques et politiques avec d'autres régions et organisations internationales, augmentant ainsi leur autonomie économique. En outre, cette situation pourrait inciter ces pays à diversifier leurs marchés d'exportation et d'importation, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des membres de la CEDEAO.

Notre étude se distingue de celle de Sissoko et al. en adoptant une approche quantitative pour évaluer les effets du retrait de la CEDEAO sur les Investissements Directs Etrangers dans les pays de l’alliance des Etats du Sahel (AES). Nous utiliserons une méthodologie de double différence pour déterminer ce que les pays de l’AES gagneront ou perdront en termes d’IDE. Cette approche vise à fournir une perspective complémentaire à l’analyse qualitative de Sissoko et *al.*, en offrant des connaissances basées sur des données empiriques et des méthodes statistiques rigoureuses.

3. Méthodologie

Cette section détaille la méthodologie employée pour analyser les répercussions du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO.

3.1. Variable et Données de l’Étude.

Les données utilisées dans cette étude ont été collectées auprès de la Banque Mondiale pour la période 1971-2022. Cependant, pour les pays où les données sur les entrées d’IDE étaient manquantes, un traitement a été effectué en imputant les valeurs manquantes par la moyenne des valeurs disponibles de chaque pays où les données étaient manquantes. Ceci a été appliquée à des pays tels que le Mozambique, la République du Congo, le Gabon...

Variable	Description de la variable	Source des données
Les entrées d’IDE en pourcentage du PIB	Les investissements directs étrangers sont les entrées nettes de capitaux destinée à acquérir une participation durable dans une entreprise d’une économie étrangère.	Base de données de la Banque Mondiale
Temps	Variable explicative, qui prend la valeur 1 pour les années suivant l’intervention (entrée des pays de la CEDEAO).	Calcul de l’Auteur
Interventions	Intervention : variable explicative, qui prend la valeur 1 pour le membre de la CEDEAO qui fait l’objet de l’intervention.	Calcul de l’Auteur
Interaction (intervention X _temps)	La variable d’interaction (intervention X temps) joue un rôle crucial pour comprendre l’évolution des entrées d’IDE au fil du temps suite à l’intervention (qui est l’adhésion des pays à la CEDEAO).	Calcul de l’Auteur

Tableau 1 : Variables utilisées dans l’approche des doubles différences

Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

3.2. Approche des Doubles Différences

Pour mesurer l'impact du retrait de la CEDEAO sur les entrées d'IDE des pays de l'AES, on fera recours à une technique d'analyse contrefactuelle notamment la méthode des doubles différences encore appelée différence des différences. Cette approche est couramment utilisée dans les travaux d'analyse d'impact. Plus récemment, elle a été appliquée par Compos et Corricelli (2015) en utilisant la méthode de contrôle synthétique pour un modèle basé sur l'ouverture commerciale, le PIB par habitant et la taille du marché. De plus, cette méthode d'estimation a également été utilisée par Mihaela Simionescu (2018) pour mesurer l'impact du Brexit sur les entrées d'IDE au Royaume-Uni.

Contrairement à l'étude de SISSOKO et al. (2024) qui ont utilisé une approche d'analyse qualitative, pour évaluer l'économie post-CEDEAO du Mali, du Burkina Faso et du Niger, on utilisera une approche différente basé sur la double différence pour mesurer l'impact du retrait de pays de l'AES de la CEDEAO. Néanmoins, cette méthode nous permettra de ressortir le manque à gagner de ces pays au niveau des entrées d'IDE.

Cependant, l'utilisation de la méthode des doubles différences pour estimer l'impact est devenue une pratique courante dans la recherche économique. Cette méthode repose sur l'identification d'un traitement ou d'une intervention spécifique, dans notre cas, cette intervention est l'adhésion des pays à la CEDEAO. Ainsi, l'idée est de comparer les différences de résultats obtenus, avant et après cette intervention pour les pays qui l'ont subie (entrées à la CEDEAO) par rapport à ceux qui ne l'ont pas subie. Par conséquent, pour appliquer cette méthode, d'une part nous choisissons un groupe de contrôle constitué des pays qui n'ont pas subi l'intervention et un groupe de traitement constitué des pays de la CEDEAO et d'autre part une variable d'intérêt. Pour cela, on choisira comme groupe de contrôle les pays d'Afrique subsaharienne n'ayant jamais été membre de la CEDEAO ou qui sont sorties de la CEDEAO et notre variable d'intérêt sera des entrées d'investissements direct étrangers.

Ainsi, dans le cadre de notre analyse basée sur l'approche contrefactuelle, notamment des doubles différents, nous utilisons le modèle de régression suivant :

$$Y_{it} = \alpha + \beta_1 intervention_{it} + \beta_2 temps_{it} + \beta_3 intervention_{it} temps_{it} + e_{it}$$

Avec Y : variable dépendante ;

Temps, interventions et intervention temps : variables explicatives ;

- i : indices pour les sections transversales ;
- t : l'année pris en compte ;
- e : le terme d'erreur ;
- β_k : un réel pour tout k appartenant à $\{1, 2, 3\}$.

Ce modèle inclut plusieurs variables explicatives, notamment le temps, l'intervention, ainsi qu'une interaction entre ces deux variables pour capter l'évolution de l'impact au fil du temps et une variable dépendante.

Plus précisément, la variable dépendante (Y) représente le phénomène que nous cherchons à étudier, dans notre cas, il s'agit des entrées d'IDE en pourcentage du PIB. Les investissements étrangers directs sont les rentrées nettes d'investissement pour acquérir une participation durable (10 % ou plus des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements (Banque Mondiale 2023). Cette série de données montre les flux entrants nets (flux nets d'investissement moins les désinvestissements) des investisseurs étrangers dans l'économie déclarante.

Puis les variables explicatives du modèle permettent d'approfondir notre compréhension du phénomène étudié qui l'impact du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, comme par exemple, la variable temps joue un rôle important en expliquant l'évolution des entrées nettes d'IDE au fil du temps. Elle permet de capter les changements des entrées d'IDE au cours des différentes périodes temporelles, on attribuera une valeur de 1 à la variable temps pour les années suivant l'intervention (c'est-à-dire l'entrée des pays dans la CEDEAO) et une valeur de 0 pour les années précédant cette intervention.

Ensuite, la variable intervention dans notre modèle est essentielle pour capter la différence des moyennes des entrées d'IDE entre les deux groupes de pays : ceux qui sont membres de la CEDEAO et ceux qui ne le sont pas. On attribuera une valeur de 1 à la variable interventions pour les pays membre de la CEDEAO et une valeur de 0 aux autres pays qui ne sont pas membre de la CEDEAO, cette variable nous permet de comparer directement les niveaux moyens des entrées d'IDE entre les deux groupes.

Enfin, dans notre modèle, la variable d'interaction (intervention X temps) joue un rôle crucial pour comprendre l'évolution des entrées d'IDE au fil du temps suite à l'intervention qui est l'adhésion des pays à la CEDEAO. Cette interaction permet d'examiner comment l'impact de l'intervention sur les entrées d'IDE varie en fonction du temps, en d'autres termes, elle nous aide à comprendre si l'impact de l'adhésion à la CEDEAO sur les entrées d'IDE change au fur et à mesure que le temps passe.

Dans cette analyse, on concentrera sur cinq comparaisons pour évaluer l'impact du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, il s'agit notamment de :

- La comparaison entre les pays de l'AES (pays sortant de la CEDEAO) et les pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO. Cette

comparaison nous aidera à ressortir le manque de ces trois pays par rapport à leurs sorti de la CEDEAO ;

- la comparaison entre les pays de la CEDEAO et les pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membre de la CEDEAO. Cette comparaison permet de comprendre comment l'adhésion à la CEDEAO a influencés les pays membres par rapport à ceux qui n'ont pas fait partie de cette organisation régionale ;
- La comparaison entre chaque pays de l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger) et les pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont membre de la CEDEAO, cette comparaison permet de mettre en évidence les conséquences individuelles de leur éventuelle sortie de cette organisation régionale.

4. Résultats

4.1. Analyse des IDE dans les pays de l'AES

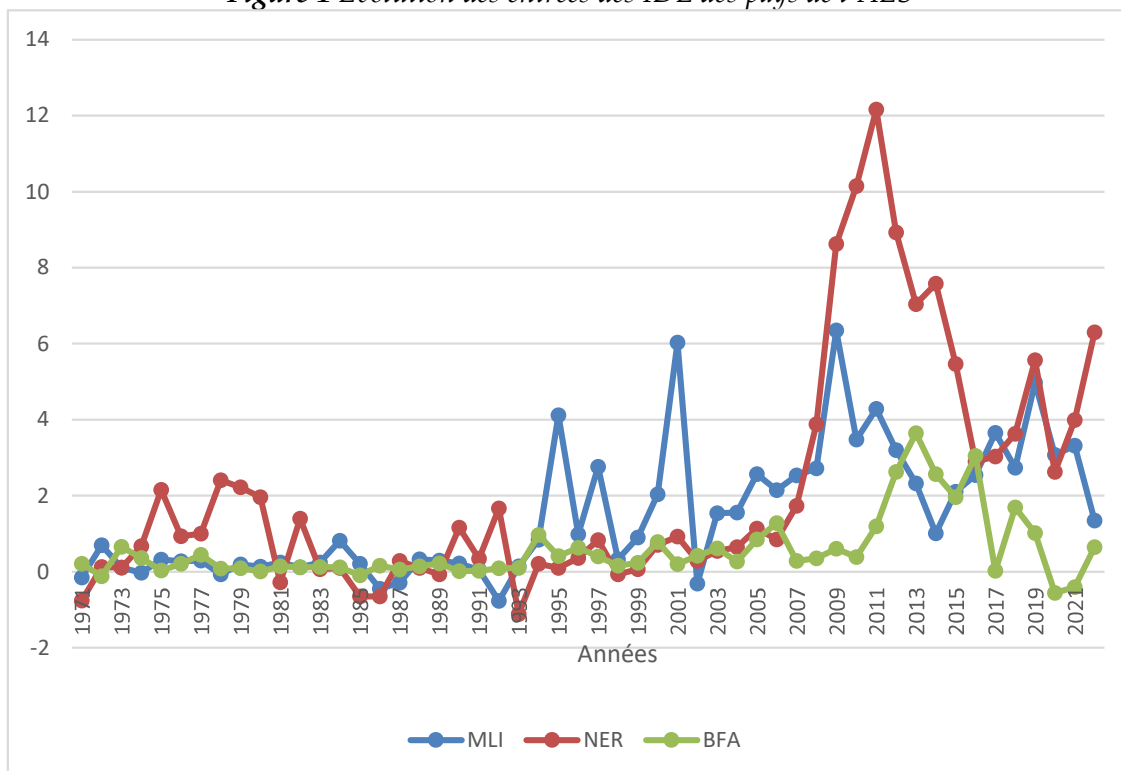
Aux vues du graphique, une certaine stabilité des investissements directs étrangers (IDE) a été observée entre 1971 et 1994 au Mali. Cependant, à partir de 1995, les entrées des investissements directs étrangers ont brusquement augmenté pour atteindre un pic en 2001. Le niveau bas des entrées des IDE peut être attribué aux crises économiques et aux changements de régime politique du Mali. Puis, pendant les années électorales telles que 2002, 1992, 1998 ou 1971, où l'on a enregistré des entrées des IDE négatives. Cependant, une baisse considérable est observée de 2001 à 2009. Ensuite, une nouvelle diminution de 4% entre 2019 - 2022 est notée aussi, ces baisses peuvent être dû aux insécurités et aussi aux multiples sanctions infligées au Mali par la CEDEAO.

D'après le graphique, une évolution constante des entrées des IDE est observée au Burkina Faso sur la période 1970 - 2010, il est possible que l'instabilité politique au Burkina Faso ait contribué à cette situation, ce qui n'encourageait pas un environnement favorable aux entrées des IDE. Par la suite, entre 2010 – 2013, on constate une légère augmentation d'environ 3%, c'est une période pendant laquelle le Burkina enregistre une forte croissance économique malgré la fragilité de son environnement socio-politique. Enfin, une diminution d'environ 4% est observée entre 2013-2021, cette baisse des entrées des IDE peut être dû aux insécurités, ou changements de régime politique permanent et aussi aux multiples sanctions infligées par la CEDEAO.

Les entrées des IDE du Niger présentent une tendance croissante, bien qu'ils évoluent de manière irrégulière, avec une valeur maximale de 12% en 2011. De plus, entre 1971 - 1975, une légère augmentation d'environ 2% est observée, suivie d'une

évolution d'environ 10% de 1975 à 2011. Cependant, une chute considérable de 10% des entrées des IDE est observée entre 2011 - 2022. Ces diminutions pourraient être attribuées à la situation politique, notamment les nombreux coups d'États qu'a connus le pays, l'insécurité et aussi aux multiples sanctions infligées par la CEDEAO.

Figure 1 Évolution des entrées des IDE des pays de l'AES



Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

En résumé, une évolution constante des entrées d'IDE est observée au Burkina et au Mali, avec une légère augmentation des entrées d'IDE au Niger entre 1971 et 1993. Ensuite, de 1993 - 2006, on remarque une croissance stable des entrées d'IDE au Burkina Faso et au Niger, tant dis que les entrées des IDE au Mali sont nettement supérieures à ceux des deux autres pays durant cette période. De 2008 à 2022, les entrées d'IDE au Niger dépassent ceux du Mali en raison de leurs supériorités par rapport au Burkina Faso. On peut remarquer que l'évolution des entrées des IDE au Burkina Faso prend du retard par rapport à ceux deux autres pays de l'AES.

4.2. Estimations et interprétations des résultats

4.2.1. Comparaison entre les pays de la CEDEAO et les pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membre de la CEDEAO

Variable	Coefficient	Std. Err.	t	P > t	[95% Intervalle]	coef.
Temps	-1,033	0,508	-2,03	0,042*	[-2,029 ; -0,73]	

Intervention	-2,692	0,508	- 5,14	0,000***	[-3,721 ; -1,66]
Temps_X_intervention	1,0701	0,559	3,35	0,001**	[0,774 ; 2,966]
_cons	3,610	0,485	7,44	0,000***	[2,658 ; 4,562]

Tableau 2 : l'impact de l'entrées des pays d'Afrique de l'Ouest en termes d'IDE par rapport aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas dans la CEDEAO. Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

Note : (***), (**) et (*) dénotent la significativité du coefficient aux seuils respectifs de 1%, 5% et de 10%.

Si les pays d'Afrique de l'Ouest n'avaient pas adhéré à la CEDEAO, les entrées nettes d'IDE en pourcentage du PIB auraient diminué en moyenne d'environ 1,033% au cours de la période 1971-2022 par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO. Cependant, du fait que les pays d'Afrique de l'Ouest appartiennent à la CEDEAO, ils ont réussi à attirer en moyenne 1,07% des entrées d'IDE en pourcentage du PIB sur la période 1971-2022. Cela signifie qu'en cas de sortie de la CEDEAO, ils pourraient potentiellement manquer en moyenne 1,07% des entrées d'IDE par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO.

4.2.2. Comparaison entre les pays de l'AES et les pays de l'Afrique subsahariennes qui ne sont pas membre de la CEDEAO.

Variable	Coef.	Std. Err.	t	P > t	[95% conf. Intervalle]
Temps	-0,95	0,49	-1,92	0,056	[-1,91 ; 0,23]
Intervention	-3,37	0,48	-6,95	0,000***	[-4,319 ; -2,41]
Temps_X_intervention	2,09	0,54	3,84	0,000***	[1,0 ; 3,16]
_cons	3,52	0,47	7,48	0,000***	[2,60 ; 4,40]

Tableau 3 : l'impact de l'entrées des pays de l'AES en termes d'IDE par rapport aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas dans le CEDEAO

Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

Note : (***), (**) et (*) dénotent la significativité du coefficient aux seuils respectifs de 1%, 5% et de 10%.

Du fait que les pays de l'AES appartiennent à la CEDEAO, ils ont réussi à attirer en moyenne 2,09% des entrées d'IDE en pourcentage du PIB sur la période 1971-2022. Cela signifie qu'en cas de sortie de la CEDEAO, ils pourraient potentiellement manquer en moyenne 2,09% des entrées d'IDE par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO.

4.2.3. Comparaison entre le Niger et les pays de l'Afrique subsahariennes qui ne sont pas membre de la CEDEAO.

Variable	Coef.	Std. Err.	t	P > t	[95% conf. Intervalle]
----------	-------	-----------	---	---------	------------------------

Temps	-0,946	-0,494	-1,91	0,056*	[-1,915 ; 0,232]
Intervention	-3,489	0,537	-6,5	0,000***	[-4,542 ; -2,436]
Temps_X_intervention	2,481	0,696	3,56	0,000***	[1,115 ; 3,848]
_cons	3,523	0,471	7,48	0,000***	[2,6 ; 4,447]

Tableau 4 : L'impact de l'entrées du Niger en termes d'IDE par rapport aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas dans le CEDEAO

Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

Note : (***) , (**) et (*) dénotent la significativité du coefficient aux seuils respectifs de 1%, 5% et de 10%.

Du fait que le Niger appartient à la CEDEAO, ils ont réussi à attirer en moyenne 2,481% des entrées d'IDE en pourcentage du PIB sur la période 1971-2022. Cela signifie qu'en cas de sortie de la CEDEAO, ils pourraient potentiellement manquer en moyenne 2,481% des entrées d'IDE par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO.

4.2.4. Comparaison entre le Mali et les pays de l'Afrique subsahariennes qui ne sont pas membre de la CEDEAO.

Variable	Coef	Std. Err.	t	P > t	95% conf. Intervalle
Temps	-0,946	0,494	-1,91	0,056*	[-1,915 ; 0,023]
Intervention	-3,366	0,498	-6,76	0,000***	[-4,344, -2,39]
Temps_X_intervention	1,86	0,613	3,04	0,002**	[0,659 ; 3, 065]
_cons	3,523	0,47	7,48	0,000***	[2,6 ; 4,447]

Tableau 5 : L'impact de l'entrées du Mali en termes d'IDE par rapport aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas dans le CEDEAO

Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

Note : (***) , (**) et (*) dénotent la significativité du coefficient aux seuils respectifs de 1%, 5% et de 10%.

Comme le Mali étant pays membre de la CEDEAO, ils ont réussi à attirer en moyenne 1,86% des entrées d'IDE en pourcentage du PIB sur la période 1971-2022. Cela signifie qu'en cas de sortie de la CEDEAO, ils pourraient potentiellement manquer en moyenne 1,86% des entrées d'IDE par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO.

4.2.5. Comparaison entre le Burkina Faso et les pays de l'Afrique subsahariennes qui ne sont pas membre de la CEDEAO.

Variables	Coef.	Std. Err.	t	P > t	95% conf. Intervalle
Temps	-0,946	0,494	-1,91	0,056	[-1,915 ; 0,23]
Intervention	-3,25	0,491	-6,62	0,000	[-4,213 ; -2,286]
Temps_X_intervention	1,063	0,584	1,82	0,0659	[-0,0831 ; 2,209]
_cons	3,523	0,471	7,48	0,000	[2,6 ; 4,447]

Tableau 6 : L'impact de l'entrées du Burkina Faso en termes d'IDE par rapport aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ne sont pas dans le CEDEAO

Source : construction de l'auteur à partir de données du WDI, 2024

La variable d'interaction entre le temps et l'intervention, représentée par « Temps_X_intervention » a un coefficient qui n'est pas significatif au seul de 5%, cela suggère cette variable semble ne pas avoir d'effet significatif dans le modèle de régression.

Par conséquent, l'adhésion du Burkina Faso à la CEDEAO n'apporte pas de valeur ajoutée significative aux entrées d'IDE, du moins, selon les résultats de ce modèle. Ainsi, selon cette analyse, le Burkina Faso ne perdrait pas d'entrées d'IDE en cas de sortie de la CEDEAO.

Après l'analyse de tous ces cas, nous pouvons conclure que l'entrées des pays d'Afrique de l'Ouest dans la CEDEAO a eu des effets positifs significatifs sur les entrées d'IDE par rapport aux pays d'Afriques subsaharienne qui ne sont pas membres de la CEDEAO. Mais, si nous faisons la comparaison de chaque pays de l'AES avec les pays d'Afriques subsaharienne qui ne sont pas membre de la CEDEAO, le Mali et le Niger ont un manque à gagner à ce retirant de la CEDEAO par controns le Burkina Faso ne perdrait d'entrées d'IDE en cas de sa sortie de la CEDEAO.

Conclusion

En conclusion, l'analyse approfondie de la décision de retrait, prise par le Burkina Faso, le Mali et le Niger de se retirer de la CEDEAO met en lumière une série de défis et d'opportunités pour l'avenir économique de ces nations. Alors que le retrait peut potentiellement entraîner une diminution des entrées d'investissements directs étrangers au Mali et au Niger, mais n'aura d'incidence significative au niveau du Burkina Faso. Pour relever ces défis, il est crucial que ces pays mettent en œuvre des politiques visant à renforcer leur attractivité en tant que destinations d'investissement alternatif. Cela pourrait passer par la promotion de la stabilité politique et économique, la mise en place d'un cadre réglementaire favorable aux affaires, ainsi que des efforts pour diversifier leurs économies et encourager l'innovation. Par ailleurs, ces nations pourraient explorer de nouvelles opportunités de coopération économique avec d'autres régions du continent africain et au-delà. Ainsi, la recherche de partenariats stratégiques avec d'autres unions économiques pourrait aider à compenser la perte éventuelle d'accès aux marchés et aux ressources de la CEDEAO. Enfin, il est essentiel que, le Burkina Faso, le Mali et le Niger investissent dans le développement de leur capital humain, de même des politiques axées sur l'éducation, la santé et le développement des compétences pourraient contribuer à accroître la productivité et la compétitivité de ces économies sur le long terme. Cependant, en adoptant une approche proactive et en mettant en œuvre des réformes audacieuses, ces pays peuvent transformer les défis posés par leur retrait de la CEDEAO en

opportunités de développement durable et de prospérité économique pour leurs citoyens.

Références

- Burkina Fasso - Vue d'ensemble (banquemondiale.org)
- Diaw, A., & Guidime, D. C. (2013). Une analyse dynamique des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34(1), 37-53.
- Dupuigrenet-Desroussilles, G. (1964). Balassa (Bela)-The theory of economic integration. *Revue économique*, 15(1), 145-146.
- Gertler, P. J., Martinez, S., Premand, P., Rawlings, L. B., & Vermeersch, C. M. (2011). L'évaluation d'impact en pratique. The World Bank.
- JEFFALI, H. Libre circulation pour le développement de la CEDEAO, Communauté Economique Régionale d'Afrique.
- Kalmanovitz, S., & Métailié, A. M. (1975). « Théorie de la dépendance » ou Théorie de l'impérialisme ? *Sociologie du travail*, 17(1), 78-104.
- KOUASSI, D. S. É., & Jean, G. I. M. T. (2024). Le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO est-il un instrument au service de la diversification des exportations des pays membres ? *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(1).
- Locatelli, C., & Abbas, M. (2019). Interdépendance complexe et Économie politique internationale de l'énergie : le cas de la relation UE-Russie.
- Mali - Vue d'ensemble (banquemondiale.org)
- MEZENE, M., & Echkoundi, M. (2019). l'intégration économique entre les pays de la CEDEAO : a l'heure d'une monnaie unique economic integration between the ecwas states : at the time of a single currency. *Finance & Finance Internationale*, (15).
- Niger - Vue d'ensemble (banquemondiale.org)
- Osmont, A. (1995). *La Banque mondiale et les villes : du developpement à l'ajustement*. Karthala Editions.
- Osmont, A. (1995). *La Banque mondiale et les villes : du developpement à l'ajustement*. Karthala Editions.
- Ouédraogo, C., Koté, A., & Sorgho, Z. (2015). La mobilité des capitaux en Afrique de l'Ouest : investigation avec les pays de la CEDEAO. Document de travail, 2015(06), 01.
- Rioux, J. F., Keenes, E., & Légaré, G. (1988). Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales. *Études internationales*, 19(1), 57-80.
- Simionescu, M. (2018). L'impact du Brexit sur les IDE entrants du Royaume-Uni. *Economie, gestion et durabilité*, 3(1), 6-20.
- Simionescu, M. (2018). Propose une approche de double différence sur l'évaluation de l'impact du Brexit sur les IDE entrants du Royaume-Uni. *Economie, gestion et durabilité*, 3(1), 10-12.
- Sissoko, E. F., Amadou, L., & Lamine, A. (2024). *L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger* (Doctoral dissertation,

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5 (1), 289-307.).

Sissoko, E. F., Amadou, L., & Lamine, A. (2024). L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger (Doctoral dissertation, International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5 (1), 289-307.).

Sissoko, E. F., TANGARA, T., & DEMBELE, K. (2024). RETRAIT DES PAYS DE L'AES DE LA CEDEAO : Analyse théorique des conséquences macroéconomiques. International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES), 3(2), 576-597.